

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Justice - Département de l'Immobilier de Paris

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le chef du Département de l'Immobilier de Paris

Objet de la consultation

Construction d'un bâtiment modulaire pour l'accueil des services du TGI de Créteil :
Travaux de reprise et de finalisation des prestations du titulaire du lot 06 : Serrurerie
métallerie

Remise des offres

Date et heure limites de réception :

Lundi 20 décembre 2021 à 12h00

(heure locale de l'adresse du RPA)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	4
2-5. Variantes.....	4
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles	4
2-7. Exigences minimales de la négociation	4
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	4
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2-10. Délai de validité des offres.....	5
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	5
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	5
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	5
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	5
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	5
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	6
3-1. . Documents fournis aux candidats	6
3-5. Variantes.....	8
ARTICLE 4. – EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	8
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	10
. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	10
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	11
5-3. Rematerliasisation de l'offre attributaire du marché.....	11
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de l'opération portant sur l'installation d'un bâtiment modulaire pour l'accueil des services du TGI de Créteil, le Ministère de la Justice a passé un marché de travaux pour le lot 06 – Serrurerie- métallerie (notifié le 13 mars 2019) au titulaire suivant :

LABER METAL

14, rue Lavoisier
94430 Chennevières-sur-Marne

Par décision du RPA, le marché public susmentionné a été résilié pour faute du titulaire et à ses frais et risques.

L'objet du présent marché concerne l'ensemble des travaux de reprise et de finalisation des prestations du titulaire du lot 06 : serrurerie – métallerie

Un constat contradictoire en date du 26 octobre 2021 est joint en annexe du CCTP permettant d'acter l'avancement des travaux du titulaire au moment de sa résiliation et ainsi mettre en évidence les travaux à la charge du présent marché par comparaison au CCTP initial du lot 06.

Il est à noter que le bâtiment modulaire a été réalisé en 10 lots. L'ensemble de ces lots à l'exception du présent lot 06 ont été réceptionné le 9 novembre 2020. Le bâtiment a été mis en service en décembre 2020.

Les travaux objets de la présente consultation s'effectueront par conséquent en site occupé.

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Tribunal Judiciaire de Créteil - 1 rue Pasteur Vallery Radot - 94011 Créteil

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

Cette consultation ne permet pas l'utilisation du mode de réponse simplifiée dit "marché public simplifié" (MPS).

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux n'est pas allotie.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique ;
- Soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

La négociation portera sur l'ensemble du projet de marché.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

D. Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD)

Les candidats devront fournir à l'appui de leur offre toutes précisions sur les raccordements aux réseaux qui leur seront nécessaires (voirie, eau, électricité, égouts, etc.) en distinguant les besoins intéressant particulièrement la sécurité et la protection de la santé conformément aux dispositions de l'article R4533-1 du code du travail.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. . Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement (RC);
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes;
- La DPGF du présent marché ;
- Le CCAP et son annexe;
- Le dossier technique assorti des documents ci-après :
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché initial (CCTP - Ind A), et ses annexes
 - Annexe 1 : modificatif et Additif au CCTP –Oct2021 ;
 - Annexe 2 : liste des réserves de la maîtrise d’œuvre ;
 - Annexe 3 : Constat contradictoire d’avancement des travaux au 26/10.2021
 - Annexe 4 : Question/Réponses tech. Issue de la consultation initiale
 - ;Les plans, notices techniques et CCTP de la Moe, du marché de travaux initial en 10 lots; ;
 - le RICT du BCT ,
 - la synthèse de ses derniers avis S et D tous lots confondus du BCT ;
 - le rapport de sol G2 PRO.
 - le cahier des charges fonctionnel du SSI,
 - Le DAAT ;
- la procédure de résiliation du marché initial (courriers, PV, Décision RPA) ;

3.2. Composition de l’offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous dossier :

- Qualifications, certifications, avis, ou toutes références chantiers sur les 5 dernières années permettant d'attester des **qualités et capacités techniques et professionnelles** du candidat à répondre au marché ;
- Toutes justifications permettant d'attester des **capacités économiques** du candidat à répondre au marché (notamment la déclaration du CA des 5 dernières années) ;
- **Déclarations du candidat** (DC1 et DC2)

Dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Le candidat devra y désigner la/les personne(s) physique(s) chargée(s) de la bonne exécution des prestations.

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- **La décomposition du prix global forfaitaire** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

- **Le mémoire justificatif et explicatif**, où en fonction des exigences, contraintes et caractéristiques du marché, le candidat définis avec précision notamment :
 - L'organisation et Méthode : reprise et finalisation des travaux à la charge du lot 06 (études, fabrication, mise en œuvre, contrôles et vérifications)
 - Les Installations de chantier et moyens matériels : base vie, moyens de levage et de manutention ; gestion des approvisionnements des matériaux, matériels et produits (amenés sur site, stockage, ...)
 - Les Matériaux et produits mis en œuvre : Fiches techniques et documents de certification des matériaux, matériels et produits proposés
 - Les Moyens humains : (organigramme de chantier nominatif avec qualification et CV et qualifications des principaux intervenants, ainsi que les références du chef de chantier) et matériels affectés au chantier. Liste des prestations que le candidat envisage de sous-traiter et des entreprises pressenties.
- **Un planning d'exécution** exprimés en semaines, où le point de départ T0 correspondra à la notification de l'OS de démarrage de la préparation de chantier, il sera établi en fonction des exigences, contraintes et caractéristiques du marché, et mentionnera notamment : les temps d'études d'exécution, de fabrication, de livraison et de mise en œuvre sur chantier

3.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

La fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes, demandée dans l'offre, ne s'oppose pas à la transmission de l'offre par voie électronique.

Les précisions quant aux modalités de fourniture d'échantillon sont mentionnées dans le CCTP.

3.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une **déclaration sur l'honneur** attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les **certificats fiscaux et sociaux**
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la **déclaration de détachement de travailleurs**), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (**attestation sociale** ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un **extrait du registre pertinent**, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés
- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

3-5. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. – EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

A la suite de cet examen le RPA pourra engager des négociations. Les offres irrégulières ou inacceptables avant négociations pourront être régularisées et/ou revues à l'issue des négociations.

Le RPA examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

1^{er} critère : Valeur Technique : 50 pts

La valeur technique est analysée sur la base d'un **mémoire technique** remis par le candidat.

Ce dernier sera jugé sur la pertinence des sous critères suivants au regard des exigences, contraintes et spécificité du marché ::

- **Sous critère 1- Organisation et Méthode** : reprise et finalisation des travaux à la charge du lot 06 (études, fabrication, mise en œuvre, contrôles et vérifications) => **sur 20 points**
- **Sous critère 2 - Installations de chantier et moyens matériels** : base vie, moyens de levage et de manutention ; gestion des approvisionnements des matériaux, matériels et produits (amenés sur site, stockage, ...) => **sur 10 points**
- **Sous critère 3 - Matériaux et produits mis en œuvre** : Fiches techniques et documents de certification des matériaux, matériels et produits proposés => **sur 10 points**
- **Sous-critère 4 - Moyens humains** : (organigramme de chantier nominatif avec qualification et CV et qualifications des principaux intervenants, ainsi que les références du chef de chantier) et matériels affectés au chantier. Liste des prestations que le candidat envisage de sous-traiter et des entreprises pressenties. => **sur 10 points**

2nd Critère : Prix des prestations : 30pts.

Le prix des prestations est analysé sur la base du **montant global et forfaitaire hors taxe** inscrit à l'acte d'engagement

3^{ème} Critère : Délais : 20 pts

Le Délai est analysé sur la base du **délai inscrit en semaines** à l'acte d'engagement proposé par le candidat et de la pertinence du **planning d'exécution** remis par le candidat

Le critère délai sera jugé sur les sous-critères suivants :

- **Sous critère 1 : Délai global d'exécution** proposé par le candidat et inscrit à l'acte d'engagement en semaines (hors préparation) => **10 points** ;
- **Sous critère 2 : pertinence du planning d'exécution** ; le planning devra détailler a minima les temps d'études d'exécution, de fabrication, de livraison et de mise en œuvre sur chantier ; => **10 points**

A l'issue de l'éventuelle négociation, les offres inacceptables sont éliminées par le RPA.

Le représentant du pouvoir adjudicateur autorise les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières après la remise des offres finales.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti comme attributaire ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **TJ-CRE-MP-TVXreprise-lot06**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt, seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Ministère de la Justice / Secrétariat Général / Délégation Interrégionale
Paris IdF / Département Immobilier de Paris
Mme Virginie GAUTHIER
1 quai de la Corse
75181 PARIS cedex 04

Copie de sauvegarde pour : mission de maîtrise d'œuvre pour le
remplacement des ascenseurs de l'IGH du tribunal Judiciaire de Créteil

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5-3. Remateriasation de l'offre attributaire du marché

Le candidat qui remportera le marché sera amené à faire parvenir une version papier (signée originale) du marché afin de la faire signer par le RPA.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 5 jours avant la date limite** de remise des offres en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

En retour, une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier en s'identifiant (hors retrait de dossier anonyme), **au plus tard 2 jours** avant la date limite de remise des offres.

Le maître d'ouvrage répondra à l'ensemble des questions écrites par le biais de la plateforme. Toutes questions arrivant par d'autres canaux ne seront pas traitées.

Modalité des visites :

Les candidats désirant visiter le site devront s'adresser à :

Visites possibles mais non obligatoires ;

Visite non accompagnée des extérieurs du bâtiment et ses abords - pas d'accès aux intérieurs (Non nécessaire au regard des ouvrages à réaliser)

Accès du lundi au vendredi entre 8h et 18h , en prenant préalablement rdv auprès de :

Mme Virginie GAUTHIER

virginie.gauthier@justice.gouv.fr

RDV à prendre au plus tard la veille à 16h30 de la date souhaitée.

Sans prise de rdv, l'accès au site ne sera pas autorisé